

Subventions aux curés • Matraques aux ouvriers

Cinquante-troisième Année. — N° 135
VENDREDI 25 JUIN 1948
REDICTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145 Quai de Valmy,
Paris-10^e C.P. 5561-76
FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 650 FR. — 6 MOIS : 325 FR.
Pour changement d'adresse, joindre 15 francs
et la dernière bande
Le numéro : 10 francs

« L'Anarchiste »
est la plus haute
expression de l'or-
dre.
(Hilte Reclus.)

LIBERTÉ

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE
Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Un élan trahi

LE calme est revenu. La colère du prolétariat de Clermont-Ferrand s'est apaisée.

Pourtant, une fois de plus dans l'histoire, la vaillante classe ouvrière clermontoise a fait la preuve de son courage et de sa détermination. Avec sa jeunesse impétueuse, s'armant de débris et d'objets disparates, elle a contenu longtemps l'assaut des brutes ivres de la préfecture. Une indignation fraternelle a vibré dans tout le pays. L'élan était donné, la grève, spontanément, se généralisait.

Que la grève ait été exploitée politiquement, personne ne peut le contester. Mais elle reposait sur un fond authentique de mécontentement et de revendications pressantes : les ouvriers ont faim. C'est surtout la liquidation de la grève qui aura été politique.

Ce que n'avaient pu faire les matraques et les gaz du flic infâme Jules Moch, les syndicats stalinisés l'ont obtenu. Il aura suffi des promesses préfectorales, de quelques concessions patronales et de l'ordre du jour lénifiant de l'Union des Syndicats C.G.T. du Puy-de-Dôme pour que tout « rentre dans l'ordre ».

Il aura suffi de la dégradante « grève » d'une heure de samedi pour qu'avorte l'immense soulèvement de solidarité de tous les travailleurs.

Ce que nous redoutions, dans notre précédent éditorial, s'est donc révélé réel : la C.G.T. tablant sur la misère accrue des travailleurs lance des offensives partielles et qu'elle veut sans lendemain.

Ainsi, la vigueur, la combativité exemplaires des ouvriers de Clermont-Ferrand ont fait peur aux gouvernants « socialistes » mais ont étonné aussi les stalinisés qui se sont empressés de réduire l'affaire à des proportions raisonnables tout en sauvegardant les apparences... Jusqu'à prétendre que les boutiquiers (qui ne faisaient que prélever leurs vitrines contre une éventuelle et légitime colère) avaient baissé leurs volets en signe d'alliance avec les ouvriers !

Ce qu'il aurait fallu pour que le sursaut révolutionnaire de Clermont ne soit pas à la merci des trafiquants du syndicalisme, c'est une véritable volonté d'émancipation et une conscience claire du but à atteindre, c'est le développement de notre F. A. et des syndicats révolutionnaires.

C'est la tâche de nos militants de combattre et d'éclairer, d'inspirer et d'organiser, d'être à l'avant-garde dans les luttes revendicatives et de solidarité pour leur donner l'élan révolutionnaire en dénonçant les trahisons.

Mais nous ne nous attarderons pas à pleurnicher sur les insuffisances et les erreurs du mouvement qui s'achève. Ce qui nous glorie d'un immense espoir, c'est que les ouvriers de Clermont-Ferrand, six mois après la défaite de novembre, aient été capables d'une aussi magnifique résurrection.

PROCLAMATION

La Fédération Anarchiste adresse à toutes les victimes de la féroce répression anti-ouvrière des journées du 16 et 17 juin à Clermont-Ferrand, son salut fraternel et révolutionnaire. Elle se déclare entièrement solidaire des travailleurs en lutte pour leurs justes revendications. Se plaçant volontairement en dehors de toutes questions partitisanes et politiques, elle invite les ouvriers restés en grève à poursuivre le combat jusqu'à ce que complète satisfaction leur soit donnée.

La F. A. dénonce ouvertement les affirmations mensongères du ministre socialiste Jules Moch, assassin et matraqueur des femmes et des enfants clermontois, fidèle continuateur et disciple des sociaux-démocrates Schuman et Noske, fossoyeurs du mouvement ouvrier allemand. Elle précise que contrairement aux déclarations du ministre personnage, les ouvriers clermontois de chez Bergougnan, Olier, etc., se sont prononcés librement pour la grève, celle-ci étant la seule arme qui leur reste pour secouer leur joug de servitude et de misère. La F. A. déclare qu'elle considère la grève générale et illimitée avec comme objectif la prise et la gestion des usines par les travailleurs comme le seul moyen efficace d'en finir avec un régime d'exploitation et d'oppression.

La F. A. dénonce enfin les tracasseries de la C.G.T. et les accords de dupes conclus par elle jusqu'à ce jour.

Elle invite les travailleurs à se regrouper dans la seule Centrale Syndicale Révolutionnaire existante, la C. N. T.

Le Comité National.

SORTIE CHAMPÊTRE

Dimanche 27 juin, en forêt de Chaville rive droite, gare Saint-Lazare, près du Bureau des Renseignements à 8 h. 45.
Descendre gare Chaville rive droite.

Le Carnaval de la Semaine

La bonne presse

Le local de l'« Union chrétienne des Jeunes Gens », 14, rue de Trévis, Paris (9), possède une bibliothèque abondamment pourvue en journaux. La patrice destinée à bourrer un peu plus encore les crânes des jeunes ouvriers est d'ailleurs soigneusement triée : Le Monde, Le Figaro, L'Aube, L'Aurore et... ce qui ne nous étonne point — Le Populaire et L'Humanité ont seuls droit d'asile.

Belle démonstration de la collusion des bien-pensants et des politiciens de gauche prétendus laïcs !

Qu'on ne nous parle pas, en effet, de la « souci d'objectivité » puisque Le Libérateur, lui, est porté sur la liste noire.

*

Cochon-Roi

Le 26 juin, les délégués de 63 associations affiliées à l'Académie charcutière internationale (sic) tiendront à Provins leur congrès annuel.

Non, ce n'est point une galéjade ! La nouvelle nous est donnée par L'Opinion de Seine-et-Marne, organe S.F.I.O. Cette feuille poursuit — avec non moins de sérieux : « On connaît l'activité bienfaisante de cette brillante association ».

L'ordre du jour du congrès nous fournit un aperçu de cette activité, puisqu'on peut lire, entre autres points :

« Réforme charcutière et touristique en France et en Belgique ».

« Conférence de M. Tun-Yen-Youyang (Annam), sur l'origine et l'utilisation du chien dans l'art culinaire d'Extrême-Orient ».

La Franco déléguera auprès des académiciens es cochonneries M. Le Corbusier.

Le journal omet de dire que M. Mar Lejeune, le secrétaire d'Etat (S.F.I.O.) à la Boucherie, sollicite, s'est reculé en prétextant que seules les g... de vaches étaient l'objet de sa sollicitude et que — en ce qui concerne plus spécialement l'Extrême-Orient — l'utilisation de la chair humaine était pour lui d'un bien plus haut intérêt.

LA VÉRITÉ SUR CLERMONT-FERRAND

Nos militants de Clermont-Ferrand ont pris part à la lutte au premier rang. Leur enquête, que nous publions ci-dessous, apporte une mise au point et éclaire sous son jour véritable les origines, le développement et l'avortement de cette grève qui aurait dû avoir une répercussion beaucoup plus grande.

Etat d'esprit des travailleurs

A la suite du mouvement revendicatif de novembre 1947, la situation morale et matérielle de la population ouvrière clermontoise s'est aggravée. L'échec inattendu du mouvement, les disputes et la scission syndicale, le renforcement de la poigne gouvernementale, ont profondément démoralisé les syndicalistes sincères et la masse des travailleurs qui se sentaient de plus en plus incapables de défendre efficacement leurs conditions de travail et souffraient de l'augmentation incessante du coût de la vie. Les salaires, chez Olier notamment (métallurgie) se situent aux environs de 8.500 à 9.000 fr. par mois pour les deux plus basses catégories. Chez Bergougnan, chez Michelin (caoutchouc) les salaires ne sont que légèrement supérieurs. Dans d'autres établissements moins importants, chez S.E.A. (caoutchouc) et Conehon-Quinette (habillement), les salaires nettement inférieurs à ceux d'Olier, ne sont pas rares. Un sourd sentiment d'amertume et de colère s'est développé dans le salariat de la région. C'est de là qu'a pu jaillir le sursaut d'énergie auquel nous venons d'assister, dès l'instant où les responsables politico-cégétistes (pour une raison qui reste à éclaircir) ont invité leurs troupes à passer à l'action sur un programme parfois purement revendicatif : augmentation générale des salaires de 20 %, suppression de l'impôt de zone, etc. Sur ces revendications, il faut le dire, pleinement justifiées, la C.G.T. locale a pu rapidement entraîner les ouvriers à nouveau dans la lutte.

La grève

Dès le mercredi matin, la grève était quasi totale à Clermont, les entreprises débrayant tour à tour par solidarité et reprenant à leur compte les revendications déposées. La nervosité et la tension des esprits se sont élevées au-dessus de la simple détermination lorsqu'il fallut assigner des endroits différents aux deux organisations C.G.T. et C.G.T.-F.O. qui avaient choisi le même jour pour réarmer les affilés et sympathisants.

En fait, le premier choc qui se produisit entre les grévistes et les pouvoirs publics fut celui qui amena ces premiers à manifester place de Jaurès, en plein centre ville, au lieu de l'emplacement périphérique qui leur avait été assigné par la municipalité. Le lendemain, des événements graves. Leur détermination de lutte renforcée, les ouvriers d'Olier et Bergougnan occupèrent leurs usines respectives ; mais, dès le mardi 15 juin, les forces de police dût sur place depuis le meeting entouré des deux lignes, en fait, l'ordre fut rétabli et l'on put aller travailler. L'ordre est rétabli.

Le matraquage

Les versions varient quant à savoir sur quel ordre et au cours de quel incident les « opérations » d'expulsion commencèrent, et il est encore trop tôt

ET VIVENT

LES COMMERÇANTS !

Mazuel, secrétaire de la Section syndicale de chez Bergougnan, a déclaré, au cours d'une réunion d'information, que les délégués ouvriers avaient repoussé une proposition patronale de subvention à la Coopérative de vente.

Le prétexte que le nommé Mazuel invoque est le suivant : « Si les ouvriers se mettent à acheter leurs produits à la Coopérative, à un prix inférieur à celui pratiqué dans le petit commerce clermontois, ce dernier va en souffrir injustement, car tout le monde sait que le petit commerce est solidaire du prolétariat ». Naturellement, il ne faut pas décourager les éventuels électeurs P.C.F. !



L'ordre est rétabli...

Le nombre exact des blessés ne peut être fixé, mais il est très élevé.

Les « négociations »

Parallèlement aux bagarres et aux échauffourées, les responsables de l'U.D. et de l'U.L. et du Comité central de grève, prenaient périodiquement contact avec les représentants patronaux et les représentants du Gouvernement, mais sans tenir la masse des grévistes au courant de façon bien claire et précise, des négociations en cours ; seuls, de courts communiqués des journaux locaux et régionaux et quelques tracts ont fait connaître que les négociations étaient entamées, qu'elles étaient rompues, qu'elles étaient près d'aboutir, etc. Un meeting d'information, tenu à la Maison du Peuple le jeudi 17 juin, n'en fit pas apparaître davantage, sauf les revendications supplémentaires issues des événements eux-mêmes : retrait immédiat des forces de police, libération des manifestants arrêtés, amnistie des personnes déjà condamnées, etc.

Un point à signaler : rien n'apparaît dans les revendications posées, en ce qui concerne le paiement des journées de grève.

Pour définir l'état d'esprit des ouvriers en lutte, il faut signaler que ce mouvement, déclenché sur des bases purement syndicales (officiellement) a brusquement ramené la combativité et l'espoir populaire en une victoire possible.

(SUITE PAGE 4)

L'Amérique arme Staline

LES affaires sont les affaires. Grandes ou petites elles procèdent toutes du même apostolat et les développements du plan Marshall ne sont pas provoqués par d'autres considérations.

La puissance industrielle américaine a augmenté de 67 % depuis 1939. Si l'on considère qu'à cette époque elle était le plus gros producteur du monde pour un grand nombre de produits, on aura encore une vague idée de ce que représente aujourd'hui sa puissance économique.

Le problème vital, celui qui détermine aux U.S.A. les activités économiques et par conséquent politiques, est l'impérieuse nécessité d'écouler cette formidable production.

Il n'y a qu'à lire un peu attentivement les déclarations, discours et articles de ce pays pour se convaincre que la crise de 1930 est encore présente à tous les cerveaux et que la hantise de voir se renouveler pareille catastrophe trouble le sommeil des financiers et des maîtres de la Maison Blanche.

Il est curieux de constater que ce qui se passe entre les individus se retrouve à l'échelle internationale. Le boutiquier français par exemple éprouve de plus en plus de difficultés à vendre sa marchandise à cause de l'évanescence du pouvoir d'achat. Et les Américains ne peuvent pas vendre, car leurs clients, les États d'Europe, sont ruinés.

Ainsi se prouve encore une fois que les monnaies sont devenues d'insurmontables obstacles à la circulation des richesses, c'est-à-dire des marchandises.

Dès lors, il ne reste plus qu'une solution : donner, puisque la vente est impossible. Ceci est un impératif. Une générosité obligatoire qui s'appelle : Plan Marshall.

Sous peine de voir rapidement s'écrouler les stocks, les cours s'effondrer, le dollar s'écrouler, les chômeurs pulluler, l'Amérique doit donner.

Mais ce geste entraîne évidem-

ment de profondes répercussions politiques. Car il ne s'agit pas de distribuer aveuglément et sans contre-partie. La manne yankee s'accompagne donc de recommandations qui, pour n'être pas écrites, n'en conservent pas moins leurs forces impératives. Seules peuvent bénéficier les nations non satellites de l'U.R.S.S.

Il est symptomatique de constater que les U.S.A., bien qu'ils s'en défendent, veulent contrôler l'utilisation de leurs dons ce qui implique en fait un droit de regard sur les finances de l'Etat secouru et, par conséquent, de sa vie politique.

D'autre part, ils entendent se réserver le choix des produits à exporter, c'est-à-dire surtout des matières premières et des produits finis et le moins possible de machines-outils, afin d'éviter une trop rapide et trop forte industrialisation de l'Europe, qui doit rester une cliente et non devenir une concurrente.

Contre ces prétentions nous voyons s'élever l'Angleterre, timidement suivie par la France dans

(SUITE PAGE 2)

RÉPARATION ET SÉCURITÉ

TOUTE la presse, et surtout la presse communiste, s'est élevée avec virulence contre les « recommandations » de la Conférence des Six à Londres et Schuman à ce sujet a évité de justesse la crise ministérielle.

On a voulu amener le public, en lui faisant croire que notre sécurité est menacée et que l'Allemagne ne paiera jamais un sou de réparation.

Le chauvinisme a été exploité à plein, la haine contre le « boche » avivée et la France représentée comme une victime et des uns et des autres.

On feint d'oublier que depuis 1918 le monde a subi de formidables transformations, que les forces et les hégémonies qui, à cette époque, faisaient la loi internationale, ont changé de camp et que les États-Unis, devenus les plus puissants, ne sont plus les mêmes.

Nous avons déjà maintes fois expliqué dans ces colonnes que le danger de guerre n'est plus à Berlin, mais bien à Washington et à Moscou. Tout le monde d'ailleurs est d'accord là-dessus et on voit dès lors difficilement comment notre sécurité pourrait être menacée par une Allemagne exsangue et totalement assujettie aux impérialismes rivaux ?

Quant aux réparations il n'y a pas un seul homme d'Etat qui y pense sans sourire.

Car si nous y avons droit, la Russie y a également droit, ainsi que l'Angleterre, l'Amérique, les États d'Europe centrale, l'Italie, bref, le monde entier !

Pour que l'Allemagne puisse seulement payer le dixième de la somme que représentent ces universelles réparations, il lui faudrait atteindre un niveau de prospérité industrielle et commerciale supérieur peut-être à celui des U.S.A. !

Il ne s'agit donc plus que d'une mauvaise plaisanterie, mais qui, hélas ! trouve encore audience auprès d'une foule de gens tenus consciencieusement dans une ignorance totale des choses économiques les plus élémentaires.

La guerre n'a jamais payé et aujourd'hui moins que jamais.

Vainqueurs et vaincus sont jetés dans la même misère au milieu des ruines et des dévastations. Seuls, les hommes, une fois pour toute débarrassés des États anthropophages, pourraient les relever.

DANS LA TRIZONE

Le nouveau Mark

A l'heure où nous écrivons ces lignes la situation nouvelle créée par la réforme monétaire de la « Trizone » n'est pas clarifiée, les Russes n'ayant encore eu que des réactions d'urgence.

Ce qui frappe au premier abord dans ce nouvel aspect du duel russo-américain, c'est la volonté très nette de ces derniers d'utiliser jusqu'à l'extrême leur incontestable supériorité économique et poursuivre sans faiblesse leur politique de fermeté.

Ils n'ont pas reculé — fait essentiel — à consommer définitivement et pour ainsi dire officiellement, la coupure en deux blocs de l'Allemagne. Car la création de cette nouvelle monnaie va rendre les échanges entre la zone orientale et la trizone aussi difficiles qu'entre deux pays ayant une économie et une structure politique différentes.

La situation des Soviétiques est rendue difficile.

Ils tiennent Berlin soit. Mais ce monceau de ruines ne conserve plus que la discutabile valeur d'un prestige politique. La vraie capitale allemande, c'est la Ruhr. Et la Ruhr est américaine. Autour d'elle va se cristalliser, s'axer une économie nouvelle et une population de 50 millions d'habitants.

Tel est l'espoir de Truman. Que son plan financier réussisse est bien entendu une autre question et nous avons plutôt des doutes à ce sujet.

Mais l'essentiel est d'accabler les Russes qui ne peuvent plus répondre à l'offensive de leurs ennemis que par d'insignifiantes escarmouches, et les amener à composition, afin de faciliter les négociations majeures qui doivent tôt ou tard avoir lieu entre les Deux Grands et où l'Amérique veut pouvoir imposer son point de vue.

Aux U.S.A. le manque d'acier commence à se faire sentir fortement. Elle a un intérêt évident à voir renaitre la prospérité des échanges Ruhr-Lorraine, c'est-à-dire d'un minerai lorrain contre du charbon allemand. Le bassin rhénan deviendrait ainsi le fournisseur des usines d'armement américaines. Par ces diverses incidences le plan Marshall apporterait un puissant appoint à la préparation de la guerre.

La force allemande, c'est-à-dire son potentiel industriel, est maintenant asservie aux deux impérialismes qui se partagent le monde.

L'Amérique en possède les trois quarts et c'est bien parce qu'elle avait depuis longtemps déjà jeté son dévolu sur cette force qu'elle n'a jamais voulu admettre le contrôle international de la Ruhr, qui aurait permis aux Russes de mettre le nez dans ses affaires.

Il est évident que l'Europe ne peut se relever sans le concours actif de la Ruhr. L'effort réagissant toujours sur la cause, la situation économique générale détermine à son tour la productivité charbonnière et métallurgique.

Il faut donc d'abord en Allemagne une monnaie inspirant quelque confiance ; elle sera soutenue quelque peu par un envoi massif de marchandises au titre du plan Marshall, car sans contre-partie, sans possibilité d'achat, une monnaie quelle qu'elle soit, même une monnaie, n'a aucune valeur.

Le contrôle rigoureux, sinon la mainmise sur toutes les industries-clés, la vente du charbon payable en dollars, fera de la trizone une véritable colonie américaine et du reste de l'Europe occidentale un protectorat.

Et toutes les histoires que l'on nous raconte au sujet de la sécurité, des réparations ne servent qu'à dissimuler ces asservissements.

Les insistances de la France et de l'Angleterre pour essayer de ramener l'U.R.S.S. dans le concert européen afin de les contrebalancer le prouvent suffisamment.

Jean CLARA.

L'ASSASSINAT LÉGAL

Les Lords anglais, se dressant contre la décision des Communes, veulent maintenir la pendaison et le fouet.

Le gouvernement travailliste, bien ennuyé en cette affaire, pense à un compromis et maintiendrait la peine de mort pour les crimes « particulièrement atroces » : assassinats politiques, meurtres de policiers et de gardiens de prisons !

Au Parlement et au Gouvernement français, un tel conflit n'existe heureusement pas. L'assassinat légal, est devenu en France une chose parfaitement admise. On reprend même de saines traditions que peu oubliées : ainsi, une femme vient d'être fusillée à Paris — ce qu'on n'avait pas fait depuis trente ans.

Ce que c'est, tout de même, d'avoir un président de la République « socialiste » !

Cette exécution, probant témoignage de la civilisation occidentale, s'inscrivait sans doute dans le cadre des « manifestations officielles de la Ville de Paris » et était destinée à relever l'éclat de la grande fête de la justice.



LES RÉFLEXES DU PASSANT

Pieuse conversation

Vous libérer en signant un chèque déplaçait à Notre-Seigneur.

La dame. — Mais je suis malade !
Le curé. — Non madame ! Vous êtes seulement surmenée ; et cela se comprend. Je vous demande encore une fois de faire preuve d'un beau courage chrétien.

Le monsieur. — Nous allons pourtant à la messe tous les dimanches !

La dame. — Je me confesse fréquemment.

Le curé. — Je sais ! Vous êtes d'excellents catholiques. Aussi la prospérité règne-t-elle dans votre maison. Mais je tiens essentiellement à ce que vous marquez de votre présence cette superbe manifestation que l'on organise, songez-y, au profit de l'enfance malheureuse !

La dame. — Ces pauvres petits !
Le curé. — Vous n'avez pas d'enfant, hélas ! Enfin, d'autres en ont. Vous devez penser à ces désertiers ! Affirmer votre sollicitude, être au premier rang du glorieux combat pour le Christ.

La dame. — Il va falloir danser toute la nuit ! Moi qui ai tant besoin de repos !

Le curé. — Mais ce sera une fête splendide ! On n'a pas tous les jours l'occasion de faire un souper sur la Tour Eiffel !

Le monsieur. — Certes... certes...
Le curé. — Le Tout-Paris sera présent, les illuminations inoubliables. Et ainsi tout en jouissant d'un spectacle unique, vous ferez œuvre pieuse !

La dame. — Enfin ! Allons danser !
Le curé. — Les enfants auront du pain !

Le monsieur. — Je grains pour la santé de ma femme, mon père !

Le curé. — Mon Dieu ! Un doigt de champagne, un soupçon de foie gras n'ont jamais fait de mal à personne !

Le curé sort.

Le monsieur. — Allons-y, chérie.

La dame. — Il le faut bien, Joseph, faites avancer la voiture !

Rideau.

Le curé. — Non, chère madame ! Vous devez de surmonter cette passagère faiblesse !

Le monsieur. — Mon père, croyez-vous que cela soit vraiment indispensable ?

Le curé. — Indispensable !

La dame. — Mon père ! Je vous en prie ! J'ai des vapeurs... la migraine.

Le curé. — Je sais que la vie mondaine est fatigante, qu'elle exige de perpétuels efforts et que vous êtes digne de notre commiseration !

La dame. — Comme sont apaisantes vos généreuses paroles !

Le monsieur. — Ne pourrions-nous nous libérer de cette obligation en versant une certaine somme... ?

Le curé. — Hélas ! non. Les impénétrables décisions de Notre-Seigneur vous ont désignés pour être de ceux qui entraînent le poids et les devoirs que confèrent la richesse ! Vous ne pouvez vous dérober à vos obligations !

La dame (à son mari). — Mon cher, passez-moi mes sels !

Le curé. — Courage, madame ! Pensez à Jésus sur sa croix ! Pensez aussi que l'Eglise ordonne la charité, pensez à votre âme !

La dame. — Mon Dieu ! La croyez-vous en danger ?

Le curé. — Non, certes ! Mais le malin nous guette. Il est sans cesse derrière nous, toujours prêt à nous faire succomber !

Le monsieur. — Mais enfin, mon père, nous faut-il vraiment assister à cette fête ?

Le curé. — Je vous l'ai déjà dit ! Il vous faut payer de votre personne.

CHRONIQUE ÉCONOMIQUE

La Monnaie

Un de nos lecteurs nous demande quelle solution nous apportons au problème de la monnaie.

La question est amusante et mérite réponse.

Cher lecteur, s'il existait une solution à cet insoluble problème, nous

SIMPLE RAPPEL

— Un tract destiné à l'éducation des militants communistes de la Section des Batignolles est parvenu jusqu'à nous.

— Au recto « l'Internationale » en cinq couplets... au verso, « Gloire au 17^e » de Montéhus, le pire socialiste bien connu.

— Nous nous faisons un plaisir de compléter l'instruction révolutionnaire des membres du P.C.F. du 17^e (arrondissement), en leur comblant une petite lacune : l'anarchiste Pottier composa six couplets pour son « Internationale » et non pas cinq comme semble le croire le P.C.F. depuis quelques temps.

Ce sixième couplet, qui d'ailleurs est le cinquième, le voici :

Les rois nous soulaient de fumée,
Paix entre nous, guerre aux tyrans.
Décretions la grève aux armées,
Crosse en l'air et rompons nos rangs ;
S'ils s'obstinent ces cannibales
A faire de nous des héros
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux.

Et encore...

Il n'est pas de Sauveur suprême
Ni Dieu, ni César, ni Tribunal ;
Producteurs, sachez-le, nous-mêmes
Faisons le monde à notre image.

l'Etat comprime et la loi triche...
Ouvriers, paysans, nous sommes le
grand parti des travailleurs...

Nous espérons qu'après cette méditation, les camarades communistes entendront enfin ce qu'ils chantent.

R. CAVANIE.

PITIÉ POUR LES RICHES

Dans « Témoignage Chrétien » du 4 juin je viens de lire un article intitulé « Lettre à la dame » et dans lequel Germaine Barel se penche avec une touchante et chrétienne commiseration sur ceux qui ont le malheur d'être propriétaires d'un château. La scène se passe dans le train. On vient d'apercevoir un château et la question suivante est posée : « Sont-ils heureux ceux qui habitent là ? »

(Ici Germaine Barel s'adresse, dans son article, à une dame impassible et hautaine et qui ne daigne pas prendre part à la conversation).

« Comme j'aurais aimé que vous m'aidiez à persuader mes compagnons de route qu'à l'heure actuelle de telles demeures sont souvent bien lourdes avec leurs impôts, leur entretien et qu'il est préférable d'avoir un petit toit abritant un bonheur plus facile à garder »

Et elle a bien raison !

Moi je n'ai qu'une chambre d'hôtel et qui est somme toute une synthèse d'appartement.

A gauche la cuisine, en face le lavabo, à droite la chambre à coucher, dans le coin la cave, au milieu le salon de réception et, sous le lit, le plumage, le balai et la boîte à ordures.

A ma fenêtre je découvre un magnifique panorama de papier doré et de cheminées de tailles diverses. En bas il y a un parc original, constitué d'un grillage protecteur d'une verrière, et sur lequel s'accroissent les débris, bonheur de tous les chats du quartier.

Mais ça vaut mieux qu'un manoir.

Parce qu'un manoir nécessite une nombreuse domesticité et entraîne des frais considérables.

Je préfère ma chambre.

Parce que si j'avais un manoir il me faudrait également une voiture et un appartement à Paris.

Je préfère ma chambre.

Parce que si j'avais un manoir, une voiture, un appartement à Paris, une chasse en Sologne, il me faudrait...

Non. Il me faudrait trop de choses. Trop d'argent. Et vraiment les 15.000 francs par mois de mon salaire n'y pourraient suffire !

Je préfère ma chambre !

Parce que si j'avais un manoir, une voiture, un appartement à Paris, une chasse en Sologne, il me faudrait...

Non. Il me faudrait trop de choses. Trop d'argent. Et vraiment les 15.000 francs par mois de mon salaire n'y pourraient suffire !

Je préfère ma chambre !

Parce que si j'avais un manoir, une voiture, un appartement à Paris, une chasse en Sologne, il me faudrait...

Non. Il me faudrait trop de choses. Trop d'argent. Et vraiment les 15.000 francs par mois de mon salaire n'y pourraient suffire !

Je préfère ma chambre !

Parce que si j'avais un manoir, une voiture, un appartement à Paris, une chasse en Sologne, il me faudrait...

Non. Il me faudrait trop de choses. Trop d'argent. Et vraiment les 15.000 francs par mois de mon salaire n'y pourraient suffire !

Je préfère ma chambre !

Parce que si j'avais un manoir, une voiture, un appartement à Paris, une chasse en Sologne, il me faudrait...

Non. Il me faudrait trop de choses. Trop d'argent. Et vraiment les 15.000 francs par mois de mon salaire n'y pourraient suffire !

Je préfère ma chambre !

Parce que si j'avais un manoir, une voiture, un appartement à Paris, une chasse en Sologne, il me faudrait...

Non. Il me faudrait trop de choses. Trop d'argent. Et vraiment les 15.000 francs par mois de mon salaire n'y pourraient suffire !

Je préfère ma chambre !

Parce que si j'avais un manoir, une voiture, un appartement à Paris, une chasse en Sologne, il me faudrait...

Non. Il me faudrait trop de choses. Trop d'argent. Et vraiment les 15.000 francs par mois de mon salaire n'y pourraient suffire !

Je préfère ma chambre !

Parce que si j'avais un manoir, une voiture, un appartement à Paris, une chasse en Sologne, il me faudrait...

Non. Il me faudrait trop de choses. Trop d'argent. Et vraiment les 15.000 francs par mois de mon salaire n'y pourraient suffire !

Je préfère ma chambre !

Parce que si j'avais un manoir, une voiture, un appartement à Paris, une chasse en Sologne, il me faudrait...

Non. Il me faudrait trop de choses. Trop d'argent. Et vraiment les 15.000 francs par mois de mon salaire n'y pourraient suffire !

Je préfère ma chambre !

PRIX-SALAIRES

Le gouvernement S.F.I.O.-M.R.P. a réussi à faire l'unanimité contre lui. Le Populaire lui-même, par la plume de Robert Verdier, s'est joint aux mécontents :

Qui oserait se présenter devant les salariés pour leur dire : patientez encore quelques mois, supportez le blocage de vos salaires, même si le coût de la vie augmente ?

Pour tenir un tel langage, il faudrait ignorer volontairement d'insupportables misères et d'angoissantes gênes. Il faudrait aussi s'obstiner à nier une autre évidence : si les apaisements donnés aux possédants pour restaurer la confiance, si l'augmentation de la production n'ont permis d'atteindre le résultat espéré. Tous les efforts se sont brisés contre un insatiable appât du gain et contre les manœuvres de la spéculation.

On ne peut mieux avouer la faillite d'une politique et reconnaître que le gouvernement s'est surtout préoccupé de rassurer les possédants et d'accroître la production tandis que le monde du travail faisait les frais des deux opérations.

Après avoir reconnu l'échec de la politique gouvernementale, R. Verdier avoue une logique très social-démocratique résolvant le problème : garder les mêmes et... continuer.

Qu'on ne tente pas de compliquer le problème par de vaines querelles d'école sur le dirigisme ou le libéralisme ; il n'y a qu'une seule solution que d'agir sur les prix par tous les moyens qui se révéleront nécessaires.

Il y aurait peut-être une solution : le socialisme, mais M. Robert Verdier, socialiste, n'y songe évidemment pas.

EPURATION

Le Rassemblement (R.P.F.). Un cu-

rieux article intitulé : « Alerte au fascisme » se termine par :

Nous voulons bien oublier les égarements de certains, qui n'ont vraiment jamais trahi, mais il faut encore qu'ils nous facilitent la tâche. L'offensive des pétanistes rend en définitive les plus mauvais services à la cause de ceux-là qu'elle prétend défendre, car leur obstination éloigne d'autant le jour de leur réintégration dans la communauté nationale.

Admirez le chantage : On vous pardonnera vos « égarements » bien volontiers, mais à la condition que vous ne fassiez pas de propagande pour l'autre porteur de képi qui, d'ailleurs, est la cause que vous êtes encore des mal-blanchis. Pas de concurrence, venez chez nous et on vous « réintègrera » dans le panier de crabes.

On se la dispute la clientèle !

POLITIQUE INTERIEURE

La Bataille Socialiste (M.S.U.D.).

Quand on a avalé une quinzaine d'articles violents contre la S.F.I.O. (dont tous ces messieurs ont été exclus), on trouve des articles assez amusants dans ce journal confidentiel qui est (dit-on) — mais que ne dit-on pas ! — subventionné indirectement par le P.C.F.

En voici un :

En quoi vous différenciez-vous du P.C. ?

nous demandent souvent des militants socialistes. Pourquoi n'avez-vous pas adhéré au P.C. ? Si nous n'avons pas adhéré au P.C., c'est que nous avions nos raisons. La principale c'est que nous sommes socialistes, le socle de la liberté individuelle nous anime profondément. Notre but ultime est d'assurer à chacun le maximum de liberté et de bien-être. Nous sommes restés fidèles à Jaurès et à Gues-

cas de guerre, elle abandonnerait à la Russie une Europe riche certes, mais profondément hostile à ses nouveaux maîtres.

Mais le plan Marshall, malgré sa formidable ampleur, ne suffit pas encore à absorber la production.

Qu'on en juge : elle a été pour l'industrie seule, en 1947, de deux cent trente-cinq milliards de dollars ! A côté de ce chiffre, les quelques cinq milliards de l'aide américaine sont bien peu de chose et il est aisé de comprendre que le moindre fléchissement intérieur provoquerait une catastrophe !

C'est pourquoi le réarmement américain s'accroît et s'amplifie journellement. L'armée peut absorber une grande partie de cette production, et la politique étrangère, pour être fructueuse, doit être une politique de « fermeté » ainsi d'ailleurs que l'a dit tout récemment Marshall.

Poussée avec une vigueur croissante par les nécessités économi-

ques, l'Amérique se verra un jour ou l'autre forcée à de criantes contradictions politiques.

Elle livrera des marchandises à son ennemi virtuel et fera ce qu'elle interdit aux autres de faire.

Mr. Sawyer, ministre du Commerce aux U.S.A., a déclaré le 8 juin, dans une conférence de presse, que les « Etats-Unis maintiennent une politique de souplesse en matière d'octroi des licences d'exportation, vers la Russie et l'Europe Orientale ».

Il ajoute «... nous n'avons pas l'intention de mettre l'embargo sur aucune expédition à destination d'aucun pays d'Europe Orientale ».

Ces déclarations en disent long ! Des maintenant l'ouvrier et le fermier américain travaillent pour armer et leur pays et la Russie comme le mineur lorrain travaillait en 39 pour armer Hitler.

L'économie devient ainsi un facteur de guerre et l'on se demande dans quel invraisemblable chaos se débattraient les Américains, s'ils n'avaient pas en face d'eux cet inquiétant partenaire qu'est la Russie !

L'industrie de guerre est un des piliers fondamentaux de son économie.

Tant que durera la tension internationale justifiant de tels préparatifs, la crise de sous-consommation — et non de surproduction comme l'on veut nous faire accroire — sera écartée.

Un monde anxieux, inquiet, instable, menacé, est donc la condition de la richesse américaine, c'est-à-dire la richesse de quelques-uns à la détresse du reste de l'humanité !

Le désarmement — dont personne ne parle plus d'ailleurs, est devenu une impossibilité absolue. L'état de guerre larvée est aussi indispensable au capitalisme que le ballon d'oxygène au moribond.

Tout espoir d'un monde paisible est nécessairement banni et lorsque les diplomates des U.S.A. se posent en champions de la Paix et de la tranquillité des peuples, ils mentent aussi effrontément que leurs collègues du Kremlin.

LAGIER.

Le secrétaire du Groupe « Libre Accord » d'Argentan, BRACONNIER.

Armements et ribouldingues

Au 11^e R.A., fixé depuis peu dans le Palatinat, on sait utiliser les crédits militaires.

Les nouveaux bâtiments ont été édifiés et les anciens rénovés ; murs et meubles sont repeints à neuf. On possède même le gouteux décor jusqu'à des armoires, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Il faut bien, n'est-ce pas, que ces messieurs, domestiques en pied de la patrie, soient dédommés de leur exil !

Et ce conseil, par exemple, à deux portes, juteux et sous-offis, afin qu'officiers, juteux et sous-offis, ainsi que leurs familles soient dans une ambiance favorable à l'observation du « régime ».

Voyage présidentiel

Le lundi 7 juin, une centaine d'enfants s'étaient massés devant la gare d'Argentan pour voir...

L'INDE ET LA CHINE

connaîtront-elles un jour la liberté ?

I. — Le véritable « péril jaune » : Le manque de terre

J'ai sous les yeux un rapport destiné au Congrès des Peuples d'Europe, d'Asie et d'Afrique, qui vient de se tenir à Paris du 18 au 22 juin 1948. Ce rapport présente des faits déjà connus, mais qu'il me paraît nécessaire de rappeler.

1) Sur deux milliards d'hommes vivants, près de la moitié — quelque huit cents millions — s'entasse en Chine et aux Indes.

2) Les régions cultivables de ces pays sont à la fois les plus productives et les plus peuplées du monde.

a) Les plus productives, comme conséquence d'une agriculture « à la main », où seule la terre compte, et où le travail le plus pénible est follement prodigé ;

b) Les plus peuplées, parce que les rendements techniques dérisoires, la dépréciation religieuse de la personne humaine et l'inflation constante de la natalité vont de pair et forment un cercle vicieux.

3) Avec une population agricole de 75 0/0, l'Inde et la Chine ne peuvent se nourrir. Ces pays de trésors légendaires, de travail acharné et de fertilité record sont dans le monde « deux alres immenses de pauvreté ».

La disette, les épidémies, l'exode, le brigandage, les famines et les massacres sont perpétuellement suspendus sur les masses travaillantes. En conséquence, celles-ci sont prêtes à payer leur sécurité à n'importe quel prix.

De telles conditions rendent impossible, comme on le sait, l'accès des peuples à la liberté.

D'autre part, elles créent une pression, impossible à contenir à la longue, qui s'exerce naturellement en direction des pays moins surpeuplés d'Europe, d'Afrique, d'Amérique, d'Australie, etc. Aucun racisme, aucun millarisme, aucune mesure d'arbitraire n'arrêtera la migration asiatique vers ces pays. Par delà le « péril rouge » de la guerre idéologique, se dessine le « péril jaune » de la guerre pour l'espace vital. A ce péril, il n'existe pas de solution agro-technique.

II. — Combien faut-il d'espace pour nourrir une famille ?

Il importe ici de dissiper certaines illusions abondancistes et kropotkiniennes, selon lesquelles l'agriculture intensive serait conciliable : 1) avec un haut rendement du travail humain ; 2) avec le travail attrayant ; 3) avec la culture collective d'exploitation, etc. La réalité est que l'agriculture, comme toute industrie extractive, est soumise à la loi des rendements décroissants ; les merveilleuses de l'industrie de transformation n'ont rien à voir ici, et l'on ne peut généraliser les cas particuliers où l'agriculture fonctionne comme une industrie de transformation des sous-produits industriels accumulés en un point quelconque du territoire. Ainsi Kropotkine, offrant comme exemple indéfiniment généralisable la culture intensive en couches chaudes pratiquée par quelques maraichers parisiens, oubliait trop facilement trois choses :

1) La matière première de cette « agriculture intensive » était le fumier de cheval provenant des entreprises urbaines de transport hippomobile — et surtout des casernes de cavalerie.

La culture en couches chaudes ne faisait en somme que transformer sur place un sous-produit intransportable, et cela aux dépens même de l'agriculture générale du pays. Le fumier parisien devait

en principe être rendu à la terre d'où provenaient les fourrages et la paille consommés à grands frais par les chevaux de l'armée, des compagnies d'omnibus, etc. Son utilisation maraichère n'était qu'un paradoxe agronomique.

2) Les hauts prix accordés aux primeurs cultivés à Paris sur couches chaudes étaient évidemment le résultat de vices économiques et sociaux : déficience des transports, snobisme des hautes classes de la société mangeant des fraises en décembre, etc. En supprimant le luxe bourgeois et la mauvaise organisation des transports, de même qu'en supprimant les casernes de prétoires destinés à tenir le peuple en respect devant ses maîtres, la révolution sociale aurait précisément mis fin à la fausse rentabilité des « couches chaudes », anéantissant l'agriculture intensive que Kropotkine prétendait généraliser.

3) Les conditions de « travail courbé » du maraicher, grattant et repiquant de l'aube au soir à quatre pattes, puis courant la nuit ouvrir ou fermer ses chassises — labourant à la bêche — portant sa terre à la brochette, etc., sont tellement arriérées qu'elles sont en elles-mêmes incompatibles avec la dignité et le désintéressement d'un ouvrier collectiviste, ou même d'un salarié moderne. Il y faut l'apreté au gain et la tyrannie familiale du petit bourgeois balzacien.

Dans ces conditions, les élucubrations selon lesquelles il suffirait, avec des méthodes appropriées, de 0 ha. 05 pour faire vivre une famille, ces 5 ares étant cultivés « à la façon des maraichers parisiens » appartiennent au domaine de l'utopie.

En Chine et aux Indes, c'est de 0 ha. 5, soit dix fois plus que dispose, en moyenne, le serf de la glèbe éternellement rivé avec sa femme et ses enfants à la boue jaune de la rizière maternelle. Et les prodiges d'ingéniosité séculaire qu'il déploie, sur le plus riche limon de l'univers, ne suffisent pas à lui assurer sa pitance.

On compte, en Europe occidentale, que 5 ha. au moins de bonnes terres arables sont nécessaires pour assurer l'entretien d'une famille de paysans selon les méthodes traditionnelles de la polyculture. En Amérique, Australie, Afrique du Nord, etc., la culture par grands espaces, mécanisée et standardisée, typique des terres libres et des pays neufs, suppose un minimum de 50 ha. par famille d'agriculteur. La monoculture extensive — la plus rentable, et qui d'ailleurs éprouve le sol et le « tue » — peut fournir au maximum 1 tonne de blé par hectare et par an, soit 1 tonne de pain ; valeur équivalente à la nourriture seule, indispensable à l'existence annuelle d'une personne adulte. Or il n'existe pas dans le monde cent millions d'hectares de terres arables, chiffre nécessaire pour que deux milliards d'êtres humains puissent vivre dans les conditions d'une liberté « américaine » ; il n'existe pas non plus sur la planète les deux milliards d'hectares de terre arable indispensables à une existence uniforme et très simple, comportant, en moyenne, un travail de farmer et des loisirs suffisants. Il existe, nous dit-on, quelque 10 millions de kilomètres carrés de terres cultivées ; et dont une bonne partie ne devrait même pas l'être, étant d'une désolante stérilité !

C'est donc en vain que le Chinois ou l'Indien chercherait ailleurs l'espace vital qu'il ne trouve pas chez lui, et qui pourrait lui permettre de sortir des conditions de l'extrême pénurie pour accéder à celle d'une laborieuse aisance.

Aucune solution sociale satisfaisante n'interviendra en Asie — ou à l'échelle terrestre — sans une limitation préalable des naissances.

III. — Le problème de la justice sociale

Il va de soi que cette limitation des naissances présuppose à son tour tout un développement idéologique qui ne peut être atteint que par la lutte revendicative des opprimés et des exploités — combinée avec la propagande des idées libertaires. Du fait que rien ne pourra fonder la liberté économique pour les 800 millions de Chinois et d'Indiens, sans instauration d'un Birth Control largement popularisé, il ne résulte pas que les masses chinoises et indiennes n'aient rien à attendre de leur combat éventuel contre les prêtres, les militaires, les politiciens, les capitalistes, les propriétaires fonciers, etc. Je pense tout simplement que l'on ne peut guère voir surgir des luttes sociales engagées pour la terre, comme par exemple dans les provinces dites « communistes » de la Chine, les formes sociales compatibles avec un degré même extrêmement rudimentaire d'abandon ou d'aisance économique. L'œuvre de brigandage des militaires et de l'Etat, l'exploitation par les propriétaires fonciers, les intendants, les usuriers et les corrodés, les profits industriels et commerciaux des capitalistes, la filouterie des prêtres, politiciens et « organisations » de tout poil, sont dans une large mesure une conséquence sociale de la rareté même. Mais, en les supprimant, la Chine et l'Inde n'en seraient pas moins vouées, par leur excès de population, aux formes familiales archaïques de l'artisanat et de l'agriculture, dans des conditions de labeur et de sous-consommation des plus tragiques.

Il existe donc un problème central pour l'Asie, et qui resurgira tôt ou tard sous une forme ou sous une autre. Sans suppression du lachisme, qui fait que les malheureux « en surnombre » sont traités par la société comme les surplus de café le sont au Brésil, subsisteront les conditions « orientales » de misère chronique entrecoupée de véritables exterminations par la faim. A travers les massacres et les épidémies, la chair de l'homme restera, non seulement la matière première la moins chère, le produit industriel le plus déprécié, mais encore une espèce d'engrais à vil prix, dont l'usage sert de base à l'existence misérable des survivants.

L'Hindouisme — avec son régime de hiérarchisation hiératique, superposant les purs aux moins purs et les moins purs aux intouchables — est un tas de fumier humain, où pousse la fleur vénérable de l'instinct de mort (je parle de ce haïssable mysticisme brahmanique du néant et du retour à l'Unité, par delà le « cycle » atroce des naissances charnelles). C'est par sa religion que l'Inde, le pays par excellence de la rupture en castes et de l'hypocrisie sacerdotale, est aujourd'hui la terre du cannibalisme universel — la terre où les vaches meurent de vieillesse et mangent de l'homme.

Rien ne sera fait pour l'Inde, tant que sa monstrueuse religion ne sera pas écrasée dans les cervelles de ses prêtres.

Rien ne sera fait pour la Chine, tant que les hommes de la terre jaune n'auront pas appris à clairement leur progéniture pour que son sang devienne plus précieux que le limon des fleuves.

A. P.

Raid de la police allemande au centre anarchiste de Hambourg

La Fédération Culturelle des Socialistes Libéraux et des Antimilitaristes, une des organisations anarchistes les plus vivantes dans l'Allemagne actuelle, possède ses locaux à Hambourg, ville qui est au centre de la propagande libertaire et où agit un actif groupe de jeunesse. Cette Fédération publie son propre bulletin et se trouve en contact avec les autres groupements

et avec de nombreux camarades de toutes les zones allemandes.

Dans la nuit du 27 mai, la police allemande envahit les locaux de la Fédération et le logement de Karl Langer, fondateur et secrétaire.

Karl Langer est un anarchiste connu, dont le passé remarquable dans le mouvement a son origine en 1906. Il a toujours été un militant actif, même pendant la période hitlérienne au cours de laquelle il organisa un mouvement clandestin. Si bien que la Fédération Culturelle de Hambourg, fut une des premières associations libertaires qui se manifestèrent après l'écroulement du Troisième Reich.

Ceux qui connaissent la véritable composition des forces policières allemandes, comprenant des nazis notoires ou des néo-nazis, ne seront pas surpris par cette attaque. Elle ne remporta qu'un maigre résultat, du fait qu'aucun « objet de délit » ne fut trouvé.

Il est curieux de noter que ce raid eut lieu quelques jours après la publication du Manifeste de la Conférence Anarchiste de Paris, à laquelle assistèrent des représentants des groupes allemands et autrichiens.

On peut dès lors se demander si l'opération ne fut pas menée de connivence avec les autorités britanniques.

Quoi qu'il en soit, les anarchistes français n'y verront qu'une raison supplémentaire pour aider leurs camarades allemands à renforcer leur propagande.

2° REGION

Assemblée générale samedi 26 juin, à 14 heures, à la Mutualité, Salle X.

Ordre du jour de première importance. Présence de tous les militants rigoureusement indispensable.

LOUREYNE.

ANNEXIONS

Le 1 mars dernier, l'Union des Femmes Françaises rendait à avec ferveur (L'Humanité) un vibrant hommage à Jeanne d'Arc, brûlée par l'ennemi. Défilant devant la statue et la couronne de fleurs, des milliers de femmes affirmaient qu'une sainte peut très bien être une grande héroïne stalinienne.

Depuis, le M.R.P. a fait mieux en cherchant à annexer la mémoire des Communistes : le 30 mai, il est allé déposer au Mur des Fédérés une gerbe aux trois couleurs des Versaillais !

La troisième manœuvre à gagner. Le P.C.F., comprenant à quel point son prestige est en jeu, songe à organiser le prochain pèlerinage à Lourdes. Mme Marcel Proust se fera un plaisir de distribuer les médailles reçues du « Saint Père » lors de la très cordiale visite qu'elle lui rendit à Rome.

Nous pouvons vous avertir, chers pèlerins stalinistes, que vous serez les seconds dans la distribution, car les enfants de certains commerçants et de certaine concierges du 15^e arrondissement ont été les premiers bénéficiaires. Pour tous renseignements, adressez-vous rue de la Croix-Nivert.

Eux et nous

Le cabinet des économies a donc fait voter un petit milliard de crédits pour l'aménagement du Palais de Chaillot où vont se réunir les quelques larrons qui prétendent bâtir la paix.

Pendant ce temps, la radio émission des anciens combattants et victimes de la guerre nous vante avec un optimisme hors de propos les progrès accomplis dans la reconstruction, et nous assure qu'il faut s'attendre encore à de grands changements à vue dans les quatre prochaines années.

Et dire que le droit de passer aussi carrément pour des c... est fixé à 750 francs par an et par poste !

JEAN-LOU.

Abonnez-vous au LIBERTAIRE

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2.

LETTRE

des anarchistes chinois

La première et la deuxième Convention Nationale Chinoise ont eu sensiblement la même composition. La plupart des délégués étant désignés par le Kuomintang, et les autres se recrutant parmi les politiciens professionnels, les millionnaires, les tyrannaux locaux et les membres de partis subordonnés au Kuomintang.

La constitution rédigée par la convention et semblable aux chartes essentielles à la Constitution du 5 mai créée par le Kuomintang, avec quelques légères modifications destinées à lui donner un aspect « occidental », imitant le système démocratique parlementaire. Mais aucun changement ne s'est produit dans le système d'élection des députés et du corps législatif furent des farces, bien que la désignation du vice-président révéla de graves dissensions internes dans le Kuomintang. Le parti social-démocrate et le parti nationaliste Tchen-nien-tang sont tous deux mécontents des rôles que le Kuomintang a abandonnés, mais ne peuvent rien sinon grogner et mendier quelques sièges à la Chambre et des postes secondaires dans le gouvernement.

Aucune modification ne s'est produite. Ce sont toujours les mêmes gens en place, toujours la même bureaucratie dominante. Pour maintenir sa domination, avec l'aide de l'impérialisme nord-américain, le Kuomintang continuera à vivre de la guerre civile, le règne de la police se poursuivra, l'inflation empirera. Les souffrances et la misère du peuple ne demeureront pas, mais encore s'aggraveront en augmentant avec la dégradation des conditions de vie. Les mouvements spontanés d'insurrection populaire n'ont pas une force suffisante actuellement pour résister à l'oppression gouvernementale (bien que le gouvernement soit incapable de les empêcher). Cette faiblesse ouvre la voie à une augmentation de la puissance et du pouvoir militaire du parti communiste. Comparé au Kuomintang, le parti communiste est plus préférable, car il n'est pas aussi corrompu, aussi rapace et aussi impuissant. L'expropriation et la redistribution des terres, et des réformes du même type sont hautement souhaitées par les travailleurs agricoles, ouvriers, et par la base de l'armée communiste.

Mais le dogmatisme du P.C., ses ambitions dictatoriales, son interdiction des opinions libérales, sont considérés comme

repoussants. — Déjà les communistes ont pris la contenance de « Front démocratique » et s'en considèrent les leaders.

Le peuple chinois ne possède pas de véritable organisation révolutionnaire. Celles qui existaient déjà autrefois, et durant la guerre contre le Japon, ont été liquidées, ou ont été « réorganisées » par le Kuomintang ou par les communistes. La violence gouvernementale, l'influence communiste, l'impérialisme, l'existence persistante du féodalisme, tous ces éléments ont détruit le mouvement révolutionnaire.

Le mouvement anarchiste lui-même a été combattu par toutes ces forces. — Au cours de la guerre civile, l'organisation fut presque impossible. Nos camarades, à part quelques renégats, sont affaiblis par la famine, la maladie, le chômage, et ce sont là les causes essentielles de la faiblesse de notre mouvement, qui n'influence que des petites organisations locales, même des luttes individuelles isolées, et se manifeste dans le domaine de l'éducation et de la culture. Cependant la situation critique actuelle va nous apporter une rapide et soudaine croissance.

En ce qui concerne les publications, il existait avant la grande guerre de nombreux journaux et traductions de Bakounine, Kropotkine, Malatesta, Jean Grave, Sébastien Faure, Goldman, Berkman, Rocker, etc. Malgré toutes les difficultés présentes, notre camarade LI-PEI-KAN poursuit la publication des œuvres complètes de Kropotkine — des traductions de l'évolution et de la révolution, d'Elie Reclus, et de « Dieu et l'Etat » de Bakounine, ont été éditées à Shanghai — A Chuen-Tchou, Fou-Kien, il existe une revue mensuelle à orientation anarchiste. Content, nous battons pour continuer la publication de brochures et du journal « Pense » qui paraît tous les dix jours. Une feuille ronéotypée « Conscience et émancipation » et un bulletin intérieur sortiront bientôt et nos camarades de Nankin organisent fréquemment des meetings et préparent le lancement d'une revue.

Jusqu'à présent nous n'avons pu renouer le contact avec les anarchistes japonais, nous n'avons pu entendre ce que sont devenus nos amis de Corée, occupée par l'U.R.S.S. et les U.S.A., mais nous avons des nouvelles des camarades des Indes. Au cours de la guerre, nous avons édité des brochures et des documents traitant de la Révolution espagnole, et ce travail se poursuit.

Nous adressons nos saluts aux anarchistes d'Europe et nous regrettons que notre actuelle faiblesse, et les stricts règlements gouvernementaux nous interdisent toute manifestation plus concrète et plus efficace de solidarité envers nos camarades de l'extérieur.

LU-CHIEN-BO.

UN CONGRÈS BIEN INUTILE

REPONDANT à la récente initiative prise par des représentants patentés de la grosse bourgeoisie et du capitalisme libéral, de fédérer les Etats européens placés entre l'inclume américaine et le marteau soviétique, les partis socialistes — ou qui se prétendent tels — avaient convié les délégués de leurs sections nationales à un congrès qui se voulait être celui des « peuples d'Europe, d'Asie et d'Afrique ». Etaient venus se joindre à ces délégués « typiques » les représentants des divers mouvements plus ou moins autonomes dont la fin de la deuxième guerre mondiale a vu l'éclosion un peu partout dans le monde.

Disons de suite que ce congrès, qui nous était ouvert et auquel nous avons assisté à titre d'observateur, nous a profondément déçus. Nous n'en attendions que peu de chose, il est vrai, mais nous espérions qu'une certaine tenue, qu'un certain sérieux seraient au moins sa marque essentielle et de l'heure présente.

La première journée, celle du samedi, pouvait être pleine d'enseignements. Elle était réservée à l'exposé des griefs que les peuples de couleur lancent à la face de leurs maîtres lorsque ceux-ci se targuent d'avoir apporté la civilisation dans leurs bagages. Deux discours seuls nous sont apparus comme édifiants parce que posant le problème comme il devait être posé, ce furent ceux d'Appiah (Ouest africain) et de Hazarna (Algérie). Eux seuls eurent le courage de dire leur fait aux dirigeants européens, et nous fûmes bien aise de voir des députés anglais et français applaudir des paroles qui les fustigeaient.

*

Les rapports politique et économique ne nous apprennent rien que nous ne sachions déjà. Quant aux discours des éminences de race blanche siégeant soit aux Communes, soit à la Chambre des députés, soit au Conseil de la République, disons simplement qu'ils furent ce que sont tous les discours des modernes socialistes : des discours d'élégance, de comédie, d'écologie. Un tremolo de voix pour les frères de couleur, une larme de crocodile sur le

visage. Si l'on ajoute à tous ces fatras déjà entendu le désintéressement affiché — lors de la lecture des rapports ou au cours des interventions diverses — par les délégués socialistes, dont les papillottes particulières couvraient à plusieurs reprises les orateurs, on aura tout dit de ce Congrès saboté par ceux-là mêmes qui prétendaient donner vie à une grande idée. Et les « colonisés » n'en continuèrent pas moins à souffrir et à se faire massacrer par les « civilisés » que leur auront délégués les bons ministres socialistes humanitaires.

J. BOUCHER.

P. S. — Au reçu de la lettre d'un correspondant syndical que j'ai bien et qui me reproche ma « quasi claudication » et sur les instances d'un certain camarade de couleur, j'ai décidé d'abandonner l'orthographe Normande pour signer de mon vrai nom chacun de mes articles à venir.

SERVICE LIBRAIRIE

BROCHURES D'INITIATION

F.A. : Les Anarchistes et le Problème Social, 15 fr. ; Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr. — P. Bonard : Le Féralisme Libertaire, 10 fr. ; Le Problème des Salaires, 12 fr. — A. Bontemps : L'Esprit d'Initiation, 10 fr. — A. Leprieux : Le Problème Espagnol, 12 fr. — E. Rolot : Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr. — R. Rocker, De l'Autre Rive, 3 fr. — O. Fournier : Réflexions sur le monde nouveau 5 fr. — Barbedette : Pour la Justice Economique, 10 fr. — E. Rothen : La Politique et les Politiciens, 15 fr. — H. Barmy : Le Réveil, 15 fr. — A. G. Berneri : La Société sans Etat, 20 fr. — Michel Bakounine : L'Organisation de l'Internationale, 5 fr. — Rittien : La Ligne du Progrès et l'interprétation Marxiste, 3 fr. — E. Reclus : La peine de mort, 3 fr. — G. A. B. : La Bulgarie Nouvelle Espagnole, 25 fr. — Pierre Kropotkine : L'Asie, le monde idéal, sa Philosophie, 30 fr. — Veinès.

ETUDES SOCIALES

Veinès : La Révolution Inconnue, 70 fr. ; Bakounine : La Révolution Sociale et la Dictature Militaire, 165 fr. — Confession (1837) 150 fr. — Kropotkine : La Grande Révolution, 60 fr. ; L'Ethique, 180 fr. — E. Reclus : Le Mariage, 12 fr. — Proudhon : La Guerre et la Paix, 500 fr. ; La Justice poursuivie par l'Exil, 500 fr. ; La Révolution Sociale, 300 fr. ; Lettres aux Propriétaires, 300 fr. ; Principes d'Organisation Politique, 300 fr. — F. Pelloutier : Histoire des Bourgeois du Travail, 150 fr. — P. Deshayes : Les Bourgeois du Travail, 95 fr. — Clarez J. : La Révolution Prochaine, 75 fr. — Lissagray : Histoire de la Commune, 200 fr. — P. Bonard :

L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. — James Burnham : L'Ere des Organisations, 200 fr. — J. Dubon : Economie Distributive, 75 fr. — Loriot : Crimes et Société, 80 fr. ; Les Crimes de la Colonisation, 15 fr. ; Barbare Alléluie et Barbare Universelle, 75 francs ; E. Reclus, 30 francs ; Education Sexuelle et Amour de la Femme, 120 francs. — G. Bechara : Le Marxisme après Marx, 120 fr. — G. Sorel : Réflexions sur la Violence, 300 fr. — E. Berthier : Les Etats et Guerre des Classes, 150 fr. ; Du Capital aux Réflexions sur la Violence, 120 fr. — Kaminski : Bakounine, 120 fr. — H. Day : Francis Ferrer, 30 fr. — F. Planche : Louise Michel, 150 fr. — Sainte-Beuve : Vie de Proudhon, 180 fr. — Devaldes : La Maternité Consciente, 40 fr. — J. Maréchal : L'Education Sexuelle, 150 fr. — Paul Gilie : La Grande Métamorphose, 100 fr. — S.A.T. : Grammaire Espérantiste, 75 fr. — S. Faure : Mon Communisme, 200 fr. — Kropotkine : Autour d'une Vie, 300 fr.

EN ESPAGNE

Kropotkine : El Apoyo Mutuo, 250 fr. — G. Olivan : Romancero de la Libertad, 75 fr. — Pradas : La Crisis del Socialismo, 50 fr. — La Revolución y el Estado, 100 fr. ; Libro de oro de la Revolución Española, 100 fr. ; Guerra Civil, 120 fr. ; Multitud ; Páginas Sólidas, 35 fr. — González Pradas : Antología de Pensamientos, 30 fr.

SCIENCES - SOCIOLOGIE

Buchner : Force et Matière, 180 fr. — Haeckel : Histoire de la Création, 400 fr. — Darwin : L'Origine des Espèces, 300 fr. — T. H. Muxley : Du Singe à l'Homme, 120 fr. ; Moins ou Darwin, 60 fr. — Lamy : Du Clan Primitif au couple moderne, 60 fr. — A.

Les plans d'étatisation des nationalistes Hindous

Le départ des Anglais et la constitution de deux Etats rivaux sur le territoire des Indes ont mis fin à la phase romantique et sentimentale du nationalisme hindou caractérisée par la désobéissance civile, la non-coopération, le boycott des manufactures par le rouet et le métier à tisser domestiques, etc., etc.

C'est maintenant qu'apparaît le véritable visage des « élites » nationales indiennes, avec un programme fasciste d'étatisation à outrance, d'armement, de fanatisme religieux et, par-dessus tout, de surpopulation systématique dans un pays surpeuplé où 75 % d'agriculteurs sont incapables de tirer du sol de quoi éviter les famines périodiques et la déchéance du peuple par la misère physiologique.

On a commencé, lors des massacres du Pakistan, à récolter les fruits sanglants de la politique de puissance aux Indes. Mais la devise « éclater ou périr », qui paraît être celle de tous les nationalistes jeunes, promet de nouvelles misères et de nouvelles hécatombes à ce peuple de miséreux, guidé par quelques pandits ou radjahs multimillionnaires. Qu'on en juge plutôt ! Voici les « plans » successivement proposés à l'Inde par ses maîtres, non pas pour équilibrer sa population à ses ressources, mais pour achever de déséquilibrer le rapport naturel de la productivité agricole aux effectifs de consommateurs.

Dans un monde surpeuplé et surindustrialisé, qui n'a d'autre issue que la guerre, les divers éléments de la « compétence sociale » ne savent rien trouver de mieux que de pousser au paroxysme les tendances à l'impérialisme guerrier.

I. — PROPOSITIONS DU GOUVERNEMENT INDIEN.

Plan quinquennal d'industrialisation (accumulation primitive) à financer moitié par l'emprunt, moitié par l'impôt. Contrôle de l'Etat sur les industries clés. Commencée en 1945, la réalisation de ce projet a été suspendue par l'arrivée au pouvoir du gouvernement national hindou.

II. — PROPOSITIONS DE LA CONFERENCE INDUSTRIELLE.

Cette conférence s'est tenue en décembre 1947, à la Nouvelle Delhi. Elle avait pour but d'examiner les raisons de la crise industrielle qui sévit aux Indes depuis 1945 (arrêt des productions de guerre) et de proposer « des mesures destinées à l'enrayer ». Parmi ces mesures, figurent en premier lieu une « trêve de trois ans » entre le capital et le travail — donnant carte blanche à l'exploitation (proposition du Pandit Nehru) ; en second lieu, une priorité accordée à l'industrie lourde sur l'industrie de consommation (pas de pain, des canons) ; en troisième lieu l'extension du personnel technique et de la main-d'œuvre qualifiée (bureaucratie et stakhanovisme). L'Etat cherchera à créer de nouveaux grands industriels plutôt que de nationaliser les industries déjà existantes.

III. — RAPPORT DU CONGRES INDIEN.

Ce rapport, publié en janvier 1948, estime possible de doubler la production dans dix années à venir en industrialisant peu à peu l'agriculture (*) et en donnant la priorité à l'artisanat dans l'industrie de consommation. La grosse industrie serait centralisée et affectée à la production du gros outillage et des machines. Un plan quinquennal de nationalisation mettrait sous le contrôle absolu de l'Etat, toutes les productions touchant à la défense nationale, aux industries-clés et aux industries d'intérêt public.

IV. — PLAN DE BOMBAY.

Il vise à tripler le revenu national en l'espace de quinze ans et à augmenter simultanément de 50 % la population du pays. Des mesures d'hygiène porteraient l'excédent annuel de natalité à 5 millions de bouches supplémentaires à nourrir.

V. — PLAN DES TRAVAILLISTES HINDOIS.

C'est le plus ambitieux : il table sur l'investissement d'un capital de douze milliards de livres sterling en dix ans et comporterait en outre le contrôle de l'Etat sur toutes les ressources du pays ; la propriété publique des services et des industries les plus importantes ; un rationnement intégral ; un gouvernement central ayant pleins pouvoirs et travaillant selon les lignes d'un plan économique complet et détaillé.

Il est difficile de voir dans ce plan autre chose que l'instauration d'une économie d'Etat totalitaire et d'un régime national-socialiste.

(*) Tous les agronomes sont d'accord pour affirmer que l'industrialisation de l'agriculture, qui est une libération relative du travail humain, ne peut s'établir que par l'emploi d'une technique relativement « extensive », et exigerait donc, pour un même territoire cultivé, une diminution de population lorsque le point de départ est donné par les formes non socialistes, non capitalistes, mais patriarcales et « intensives » de la production familiale, comme en Chine, aux Indes, etc. Ceci implique la radiation des marchandises sur le marché national, laquelle exige à son tour, le contrôle des prix et le rationnement des produits de première nécessité. « Il faudrait recourir à un contrôle gouvernemental rigoureux de toute l'économie hindoue.

Jeunesse : Une Expérience d'Education Nouvelle, 50 fr. — Guilhaumet : Le Milieu Criminel, 60 fr. ; Comment on devient criminel, 60 fr.

REVUES

La Révolution Proletarienne, 30 fr. le numéro. — L'Idée Libre, 20 fr. le numéro.

DOCUMENTATION SUR LA REVOLUTION ESPAGNOLE

1° 25 numéros de l'ESPAGNE NOUVELLE parus pendant la Révolution ;

2° 1 lot de Brochures documentaires ;

3° 1 fascicule broché intitulé « Espagne indomptée ».

La Collection : 250 fr.

franco : 300 fr.

Mandats à Joulin Robert

145, Quai de Valmy, PARIS

C.C.P. 5561-76 Paris.

Nota : Nous disposons seulement de 150 collections.

Les correcteurs avec nous !...

C'EST avec intérêt que nous avons pris connaissance de l'article de la « Révolution prolétarienne » relatif au regroupement syndicaliste et signé par Pierre Monatte.

Des considérations générales qu'il contient nous retiendrons ce qui a trait à la Fédération du Livre en général et au Syndicat des Correcteurs en particulier. Tout le monde sait, ici, ce que représente Monatte : 40 ans de lutte joints à une connaissance approfondie du mouvement syndical. Au risque de paraître téméraire, nous pensons que son argumentation pèche par la base. Car enfin le principal grief qui nous est fait par Monatte consiste à nous reprocher de ne pas faire la différence qui s'impose, entre le groupe affinitaire susceptible de prendre une position définitive sur les problèmes importants, et le syndicat préoccupé par les nécessités d'unité. Pour lui, l'unité du syndicat, de l'Union, de la Fédération lui paraît préférable à ce qu'il appelle « l'isolement du levain qui empêchera la pâte de lever ». L'image est belle ; mais alors si ce raisonnement est valable, on ne voit très bien pourquoi il a été, lui, partisan de rejoindre Force Ouvrière, car enfin la pâte, c'est-à-dire le syndiqué très moyen est qu'on le veuille ou non resté à la C.G.T. ou, et cela est plus grave, y retourne. Je n'ai jamais d'ailleurs proposé aux militants avertis de quitter immédiatement et seuls, leur organisation pour constituer une Centrale nouvelle ; si j'en avais fait ce n'aurait été, il va de soi, que pour leur conseiller d'entrer à la C.N.T.

Ce que nous avons préconisé, c'est l'organisation des minorités dans les Fédérations, dans les Unions, dans les Syndicats afin de préparer la Conférence Nationale des minorités syndicalistes, qui elle et elle seule peut décider un

C. N. T.

Confédération Nationale du Travail

89, rue de la Tour-d'Auvergne, PARIS 9^e
Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30 sauf le dimanche

2^e UNION REGIONALE

Les camarades de la Vallée de Chevreuse, intéressés par la C.N.T., sont priés d'adresser au camarade Guéhot, Maurice, 38, rue de Charlat, à Orsay (Seine-et-Oise), soit pour adhésions ou renseignements, ou à la permanence du 2^e ou 4^e dimanche de chaque mois de 10 h. à 12 h. au Café du Casino, rue de Paris, à Palaiseau.

5^e UNION REGIONALE

Béziers. — Tous les adhérents de l'Union locale sont invités à assister à l'Assemblée générale qui aura lieu le dimanche 27 juin à 9 h. Ordre du jour très important.

6^e UNION REGIONALE

Albi. — Le grand rassemblement des syndicats C.N.T. est définitivement fixé au 4 juillet à 9 h. 30, en la ville de Cordes.

Un appel est fait aux camarades de l'Aveyron, du Tarn et de l'Aude, afin qu'ils renforcent cette réunion très importante.

19^e UNION REGIONALE

Les militants isolés et organisations de la 19^e U.R. sont avisés que désormais toute la correspondance concernant le secrétariat doit parvenir au camarade Maurice, 38, rue de Charlat, à Orsay (Seine-et-Oise).

Pour la trésorerie, s'adresser à Luc Breghiano, 59, rue des Chartreux, Marseille.

NOTE IMPORTANTE

Nous demandons aux U.R.-U.L. ou syndicats de la C.N.T. de faire passer leurs communications par le centre confédéral, 89, rue de la Tour-d'Auvergne. Les communications devront parvenir le jeudi soir, pour leur insertion.

Nous espérons que les responsables des divers organismes se conformeront à cette décision prise en accord avec la rédaction du « Libertaire ».

retrait CONCERT, SPECTACULAIRE, simultané de toutes les minorités, de toutes les Centrales existantes, retrait qui par son caractère de MASSE, pourrait provoquer le « choc psychologique » nécessaire à un départ en « flèche » d'une nouvelle et éventuelle Centrale syndicale. Il se peut d'ailleurs que la Conférence envisage d'autres moyens, d'autres méthodes ; c'est à elle d'en juger. Ce qui est certain, c'est que le Livre de la C.G.T. peut et doit être un des éléments moteurs de ce regroupement. Je dois avouer que lorsque Monatte prend comme exemple de la nécessité d'être prudent pour conserver l'unité à la base, le Syndicat des Correcteurs, je reste un peu éberlué ! Comment ! Voilà un syndicat composé de gens de valeur certaine, instruits, intelligents pour la plupart, ayant un bon nombre d'entre eux fréquenté les milieux libertaires, un syndicat dont le caractère « féodal » fait qu'on ne peut y entrer qu'en montrant je ne dirai pas « la patte rouge », mais « la patte bordeaux », un syndicat aux effectifs relativement réduits, et ce syndicat, véritable bastion dans l'impossibilité de se déterminer dans le sens révolutionnaire ? Allons donc ! La vérité, c'est que le Syndicat des Correcteurs est devenu une « maison de retraite » pour révolutionnaires fatigués qui, à l'abri de savantes défenses, derrière les herbes, les machicolis et les créneaux « judicieusement » placés peuvent en toute quiétude poursuivre la mise au point de leur « œuvre personnelle ». Quitte à passer pour hérétique, je verrais, pour ma part, sans déplaisir quelques « jeunes tures » secouer toute cette poussière.

D'ailleurs, nos camarades correcteurs ne doivent pas s'y tromper ; leur anachronisme syndical devra forcément se transformer. En prenant vigoureusement la tête de ceux qui sont décidés à secouer vigoureusement le vieux arbre cécigiste, ils auraient une magnifique occasion d'inscrire un nouveau chapitre à leur histoire.

Certes il y a des difficultés, que nous ne nions pas, à construire la maison de nos rêves ; mais, je pense que personne ne nous contredira si nous disons que la multiplicité de Centrales syndicales rend la chose possible. Il appartient à notre génération pas encore fatiguée d'aller de l'avant. On ne CREE pas avec des « si » ou des « mais ». On CREE avec de l'enthousiasme, de la foi, de la virilité. Or c'est la monnaie dont nous sommes le plus pourvus au « Libertaire » et c'est pour cela que nous la distribuons sans « parcimonie » à travers toutes les centrales existantes. Pour que l'effort soit fructueux, « les correcteurs avec nous... ! ».

JOYEUX.

Un congrès syndicaliste DANS LE MAINE-ET-LOIRE

Le Congrès de l'Union départementale F.O. du Maine-et-Loire a été le promoteur d'une tentative intéressante de regroupement des forces syndicalistes. Rassemblant des militants de F.O., de la C.N.T. et des Syndicats autonomes, il a jeté les bases d'une Union syndicaliste groupant tous les syndicats libres et apolitiques du département.

La résolution finale s'inspirant du syndicalisme révolutionnaire demande entre autres :

- 1^o La suppression pure et simple des crédits militaires.
- 2^o La reconstitution économique du pays.
- 3^o Le développement des coopératives.
- 4^o L'abattement des zones de salaires.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JOYEUX.

JO